

Semaine du 10 au 16 septembre 2007 n° **183**

Sommaire

- **Renault Guyancourt** : contre les suicides, les jeux du stade version Astérix
- **Samu** : les pilotes d'hélicoptères dénoncent le « *silence radio* » du patronat
- **Régimes spéciaux de retraite** : beaucoup de bruit vraiment pour rien ?
- **EADS-Airbus** : réunions sur les cessions d'usine dans le cadre de Power 8
- **SNCF** : sur le fret, la présidente fait un blocage
- **Stage enseignement supérieur** : installation lundi d'un « *comité des stages* »
- **Indemnisation chômage** : Sarkozy veut renforcer le flicage des chômeurs
- **Délinquance économique** : Sarkozy veut qu'on fiche la paix aux entreprises
- **GDF-SUEZ** : après la fusion, riposte nationale et explosion probable des factures
- **Radio-France** : techniciens en grève illimitée
- **Information** : une entreprise n'a pas à bâillonner la presse
- **Coupe du monde de Rugby** : l'IRB veut museler les photographes de presse

Édito

Nous nous sommes tant aimés ?

Les mots ont un sens, du moins faut-il l'espérer, car avec l'offensive du Medef et du président Sarkozy sur le thème de la séparabilité, on ne parle plus de licenciement, on exclut tout recours au Code du travail et l'on invoque le consentement mutuel. Et puis quoi encore ? On voudrait nous faire croire que nous aurions épousé nos employeurs, que nous serions sur un pied d'égalité. Nous donner à penser que le licenciement serait moins déchirant sans avocats et prud'homme et éventuellement une prime négociée de gré à gré. Dans cette affaire, sérieuse puisque les négociations ouvertes avec le Medef la semaine passée vont s'y pencher, le patronat cherche bien à simplifier les règles du licenciement, mais il essaie de nous faire croire que nous pourrions être gagnants à cette pacification du divorce. C'est un peu faire oublier que les salariés, même les plus qualifiés, ne choisissent pas de quitter l'entreprise. Que la plupart du temps, ils sont les victimes des restructurations. Que bien souvent, pour s'affranchir des lois sociales, les patrons ont recours aux licenciements homéopathiques pour passer sous les seuils des plans sociaux et des obligations qu'ils impliquent. Que dans un nombre de plus en plus élevé de cas, les directions ont recours à des « *cost killers* » (littéralement chasseurs de coûts) pour mettre la pression et pousser certains cadres au départ ou à la faute. C'est aussi faire silence sur les situations de harcèlement moral, sexuel dont l'ampleur se révèle chaque année un peu plus. C'est aussi une drôle de manière de solder la question de la dégradation des conditions de travail et des relations sociales dont on a, hélas, une dramatique illustration avec les suicides à l'entreprise. Que l'on ne vienne pas nous rebattre les oreilles avec un consentement mutuel alors que le patronat ne veut toujours pas reconnaître aux ingénieurs et cadres le droit d'exercer leurs responsabilités sociales. Ce dont le Medef veut se défaire, c'est un *corpus* réglementaire dont la complexité est justement liée à la multiplicité des situations d'abus. Il veut « *une réforme des contrats de travail visant des licenciements plus faciles, recouverte du terme élégant de séparabilité* » a dénoncé Maryse Dumas, la secrétaire confédérale de la CGT, vendredi dernier au sortir de la première réunion de négociations sur la « *modernisation du marché du travail* ». Celles-ci ont donc débuté sous la menace gouvernementale de légiférer en cas d'échec (là encore, on peut douter du caractère mutuel du consentement). Face à « *un front concerté Medef, président de la République et gouvernement* », la CGT a invité les syndicats à avancer de façon convergente et unie. Tous ont déploré l'intrusion de Nicolas Sarkozy dans la négociation paritaire, après son soutien affiché à plusieurs revendications du Medef.



tions de travail et des relations sociales dont on a, hélas, une dramatique illustration avec les suicides à l'entreprise. Que l'on ne vienne pas nous rebattre les oreilles avec un consentement mutuel alors que le patronat ne veut toujours pas reconnaître aux ingénieurs et cadres le droit d'exercer leurs responsabilités sociales. Ce dont le Medef veut se défaire, c'est un *corpus* réglementaire dont la complexité est justement liée à la multiplicité des situations d'abus. Il veut « *une réforme des contrats de travail visant des licenciements plus faciles, recouverte du terme élégant de séparabilité* » a dénoncé Maryse Dumas, la secrétaire confédérale de la CGT, vendredi dernier au sortir de la première réunion de négociations sur la « *modernisation du marché du travail* ». Celles-ci ont donc débuté sous la menace gouvernementale de légiférer en cas d'échec (là encore, on peut douter du caractère mutuel du consentement). Face à « *un front concerté Medef, président de la République et gouvernement* », la CGT a invité les syndicats à avancer de façon convergente et unie. Tous ont déploré l'intrusion de Nicolas Sarkozy dans la négociation paritaire, après son soutien affiché à plusieurs revendications du Medef.

Renault Guyancourt

Contre les suicides, les jeux du stade version Astérix

Pour appuyer son « plan de soutien », lancé en mars après les trois suicides en quatre mois, Renault a lancé des animations pour tenter de ressouder les équipes du constructeur automobile. Ainsi en juin, elle a fait venir au Technocentre les deux pilotes de F1 de Renault, Giancarlo Fisichella et Heikki Kovalainen. Une soirée avec le Pdg Carlos Ghosn et le chanteur Yannick Noah serait en préparation, ainsi qu'une journée de « jeux du stade » sur le thème d'Astérix selon des sources syndicales. Pour la CGT « les salariés sont agacés par ce cinéma et attendent d'autres réponses ». Rappelons en effet que le premier de ces suicides a été reconnu comme accident du travail par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hauts-de-Seine. Concernant le troisième cas, l'inspection du travail a identifié des faits de harcèlement moral. Le parquet de Versailles a demandé à l'inspection un nouvel avis sur son fondement juridique, afin de savoir si des poursuites peuvent être engagées contre Renault.



Samu

Les pilotes d'hélicoptères dénoncent le « silence radio » du patronat

Les pilotes d'hélicoptères affectés au Samu ont entamé mercredi 5 septembre une nouvelle grève très bien suivie et ont dénoncé « le silence radio » du patronat du secteur. Après un premier mouvement de deux jours mi-août aussi suivi, les syndicats CGT et Snpl ont appelé à cette nouvelle grève pour réclamer de meilleures conditions de travail et des augmentations salariales pour les 150 à 160 pilotes affectés au Samu. Les syndicats ont rencontré lundi le Syndicat National des Exploitants d'Hélicoptères (SNEH, patronat) et des représentants du ministère des Transports pour tenter de



résoudre le conflit, sans succès. « La proposition d'augmenter les salaires de 100 euros bruts par mois est ridiculement basse, alors que nos rémunérations sont 30 à 40 % inférieures aux grilles des autres pays européens », selon Thierry Coiffard, un responsable du SNPL. Pour Raymond Besco (CGT), « nos activités sont financées par les fonds publics et leur contrôle n'est pas suffisant ». Syndicats de salariés et SNEH doivent se retrouver le 11 septembre pour une réunion ordinaire de la commission paritaire, où les points de désaccord seront de nouveau discutés.

Régimes spéciaux de retraite

Beaucoup de bruit vraiment pour rien ?

Il n'y aurait ainsi aucun projet en préparation au gouvernement visant à légiférer par décret sur les régimes spéciaux de retraite ? C'est du moins ce qu'a affirmé le porte-parole du gouvernement à l'issue du conseil des ministres décentralisé à Strasbourg vendredi dernier. « On reste dans la méthode, qui est celle de la concertation avec les syndicats », a ajouté M. Wauquiez en démenti aux propos de François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT qui avait confirmé la veille une information parue dans *La Tribune*. Mais le leader syndical n'a sans doute pas rêvé car la présidente de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse Danièle Karniewicz (CFE-CGC) avait estimé que le gouvernement préparait « un texte-cadre », fixant dès maintenant « des lignes de conduite » pour les négociations dans les secteurs concernés. Si méthode il y a sur ce dossier, il semble bien que ce soit la bonne vieille manière qui s'impose. On lance des ballons d'essai, on provoque, on agite les chiffons rouges pour tester la combativité des organisations syndicales. Reste que sur ce sujet, quoi qu'en dise le gouvernement, l'espace de la négociation est très bordé, puisque le résultat est annoncé et que François Fillon compte bien imposer cette fois, ce qu'il n'avait pas pu faire en 2003.



EADS/Airbus

Réunions sur les cessions d'usine dans le cadre de Power 8

Les réunions sur les cessions d'usines prévues par Airbus et sur les suppressions d'emplois du plan Power 8 vont s'enchaîner du 12 au 27 septembre entre direction et syndicats au niveau d'Airbus comme d'EADS. Elles vont commencer dès le 12 septembre à Munich avec la première réunion du comité européen d'EADS. Le président Gallois devrait y présenter l'avancement du plan Power 8, une réorganisation en quatre centres



d'excellence qui prévoit la suppression de 10 000 emplois non productifs (dont 5 000 chez les sous-traitants) en 4 ans. Une expertise est en cours au niveau d'Airbus à la demande des syndicats menée par les cabinets Cadeco côté français et ERW côté allemand, et les experts syndicaux attendent toujours d'avoir accès aux informations données aux candidats repreneurs et aux dossiers de ces derniers.

SNCF

Sur le fret, la présidente fait un blocage

Le secrétaire général de la CGT-Cheminots, Didier Le Reste estime que la présidente de l'entreprise, Anne-Marie Idrac est « complètement bloquée » au sujet du fret ferroviaire, alors qu'elle devrait pourtant « donner des signes, faire des annonces après la demande des cheminots d'un moratoire sur la réorganisation du fret ». La CGT-Cheminots brandit en effet la menace d'un conflit social en cas de passage en force du projet annoncé de fermeture aux wagons isolés de 262 sites de fret. La CGT craint notamment que le processus qui pourrait être plus étendu que prévu, pourrait entraîner la suppression de 6 à 7 000 emplois. Alors que doit se tenir prochainement un « Grenelle de l'environnement », on peut vraiment s'interroger sur la sincérité des intentions du gouvernement. Comment en effet, l'État, actionnaire de la SNCF peut-il cautionner le transfert sur la route de ces centaines de wagons ? « Nous attendons que le gouvernement soit cohérent » a insisté Didier Le Reste.



Stages Enseignement supérieur

Installation lundi d'un « comité des stages »

Prévu dans la charte des stages signée par le gouvernement et le patronat en 2006 un nouveau « comité des stages » et de la professionnalisation des cursus universitaires devrait être installé lundi 10 septembre par les ministres de l'Enseignement supérieur et du Travail. Il aura la double mission de « s'assurer de la bonne application des textes qui régissent les stages en entreprise et faire toute proposition permettant un encadrement renforcé des stages, ainsi que leur développement », a précisé le ministère de l'Enseignement supérieur dans un communiqué. Co-présidé par Geoffroy Roux de Bézieux, président de Croissance Plus (entreprises innovantes), et Daniel Laurent, ancien président d'université, le comité sera composé entre autres des cinq organisations étudiantes, des cinq organisations de salariés (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-



CGC), des représentants d'employeurs (Medef, CG-PME, etc.), de représentants des établissements d'enseignement supérieur (universités, grandes écoles, etc.). Il comprendra également des représentants de Génération précaire, des administrations centrales, des collectivités locales. Par ailleurs au niveau européen, sur ce sujet des stages le

commissaire aux Affaires sociales Vladimir Spidla, a dénoncé la pratique des stages non payés et invité les états membres à mettre en place une charte de bonne conduite. Génération précaire, qui réclame depuis deux ans un vrai statut et une rémunération des stagiaires, « est attentif à ces déclarations d'intention », précise le collectif. « Il est important que ces intentions soient au plus vite transformées en actes, c'est-à-dire en une législation européenne adaptée », souligne-t-il.

Indemnisation chômage

Sarkozy veut renforcer le flicage des chômeurs

Le président de la République a indiqué jeudi dernier qu'il voulait engager un gigantesque plan contre la fraude à l'assurance chômage. « C'est normal que quand quelqu'un est au chômage, la société lui tende la main, lui donne des indemnités. Ce n'est pas normal quand on est au chômage, qu'on refuse un emploi qui correspond à votre qualification, parce que ce sont les autres qui paient ». Or une fois encore, Nicolas Sarkozy dramatise, amalgame pour pouvoir frapper le plus grand nombre et si possible les plus fragiles. En effet, les escroqueries aux Assedic relèvent surtout de sociétés fictives et non de demandeurs d'emploi isolés. Un rapport parlementaire a notamment soulevé la simplification des formalités de création d'entreprise a ouvert « des brèches » aux escroqueries à l'assurance chômage, qui ont pris « un caractère industriel ». L'Unedic a perdu ainsi 140 millions d'euros sur plusieurs années dans 32 affaires, indiquait ce rapport. Un chiffre qu'il convient de rapporter à environ 23 milliards d'euros d'allocations chômage en 2006. On est donc bien dans une logique de renforcement des sanctions et du flicage alors même que les règles de contrôle ont été durcies. En 2006, il y a eu chaque mois environ 1 800 personnes sanctionnées pour refus d'emploi, refus de formation ou insuffisance de recherches, sur plus de 4,5 millions de personnes inscrites dans la période. Aujourd'hui, moins d'un chômeur sur deux est indemnisé, sur fond de durcissement des conditions d'indemnisation depuis 2003.



GDF-SUEZ

Après la fusion, riposte nationale et explosion probable des factures

Les cinq fédérations syndicales de l'Énergie (CGT, CFDT, FO, CGF-CGC, CFTC), réunies mercredi 5 septembre ont décidé d'organiser « une riposte d'ampleur nationale à l'automne », jugeant que rien « n'est bouclé » dans le projet de fusion Gaz-de-France-Suez. Elles se sont donné « pour objectif de construire avec les salariés et les consommateurs un processus d'actions avec une première riposte d'ampleur nationale à l'automne », précisent-elles dans un communiqué. Concernant les consomma-



teurs, la CGT estime qu'une fois annoncée cette fusion avec Suez, le gouvernement va craindre par dessus tout une divergence de cotation entre Suez et GDF et va vouloir que GDF affiche de bons résultats et distribue plus de dividendes. Or, avec les résultats 2007 en baisse sur le premier semestre, « c'est mal parti ». Dès lors, « il y a tout lieu de craindre que l'État actionnaire presse l'État « tutelle publique » d'augmenter les tarifs pour booster les gains en novembre et décembre », juge-t-elle.

Radio France

Techniciens en grève illimitée

Les syndicats CGT, CFDT et Sud des techniciens de France-Inter ont déposé un préavis de grève à partir du lundi 10 septembre pour une « durée indéterminée », pour demander le « maintien de toutes les prérogatives de leur métier » et un dispositif veillant à ce que les émissions ne soient pas produites à l'extérieur.



Information

Une entreprise n'a pas à bâillonner la presse !

Dans un communiqué, la CGT apporte toute sa solidarité et son soutien à Roberto Ferarrio et au site bellaciao.org dans l'affaire qui l'oppose à la direction des chantiers navals de Saint-Nazaire. La direction de cette entreprise prétend museler la presse : elle a décidé de poursuivre le collectif Bellaciao en la personne d'un de ses animateurs, cité à comparaître le mardi 11 septembre 2007 à 14 h devant le Tribunal Correctionnel de Saint-Nazaire. Les

faits reprochés sont d'avoir reproduit *in extenso* un communiqué de l'Union syndicale multiprofessionnelle CGT de Saint-Nazaire publié le 16 septembre 2005 et dénonçant les conditions de travail de salariés sur le site des Chantiers Navals, intitulé « Flibusterie des temps modernes ». « Oser relayer une déclaration d'une organisation syndicale deviendrait-il passible de poursuites ? » s'interroge la confédération CGT.

Coupe du monde de rugby

L'IRB veut museler les photographes de presse

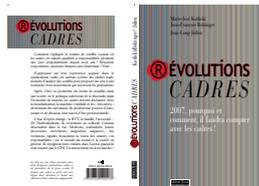
Les sections SNJ-CGT de l'audiovisuel appellent les directions et les journalistes des radios-télévisions publiques et privées à manifester leur solidarité avec les rédactions des agences de presse et du quotidien « L'Équipe » face aux prétentions inadmissibles de l'International Rugby Board qui entend limiter le droit d'informer pour la Coupe du monde de rugby. Cette organisation doit abandonner ses diktats visant à limiter le nombre de photos diffusées par les agences. En faisant acte de solidarité, les sociétés TV et radio aideront à faire revenir l'IRB sur ses prétentions à limiter le droit d'informer et à vouloir transformer la couverture d'un événement sportif en une marchandisation de l'information.



Fête de l'Humanité

L'UGICT-CGT sera présente sur le stand d'Options au « Forum social »

Deux temps particuliers : le samedi, à partir de 13 h 30, Marie-José Kotlicki participera pour l'UGICT-CGT à un débat sur le thème « suicides de salariés : série noire ou épidémie ? » animé par Yves Housson (journaliste) avec la présence d'Yves Clos (sociologue) et d'un Drh. Toujours



le samedi, entre 18 et 20 heures, un rendez-vous des camarades est prévu autour d'un verre au stand d'Options.

Marie-José Kotlicki et Jean-François Bolzinger dédicaceront leur livre : **RÉVOLUTIONS CADRES** à la suite du débat.